

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/M/21

22 janvier 1999

(99-0240)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard les 1^{er} et 2 décembre 1998

Président: M. l'Ambassadeur István Major (Hongrie)

Sommaire

- A. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES
- B. NOTIFICATIONS AU TITRE DE DISPOSITIONS DE L'ACCORD
- C. EXAMEN DES LÉGISLATIONS
 - i) Législation de l'Équateur, de la Mongolie et du Panama
 - ii) Suite donnée aux examens déjà effectués
 - iii) Arrangements pour les examens futurs
- D. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 70:8 ET 9
- E. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2
- F. COOPÉRATION TECHNIQUE
- G. EXAMEN DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 24:2
- H. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 23:4
- I. FACILITATION DES ÉCHANGES
- J. COMMERCE ÉLECTRONIQUE
- K. EXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 B)
- L. ARTICLE 64:3
- M. RENSEIGNEMENTS SUR LES FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANTS SURVENUS À L'OMC
- N. PROJET DE RAPPORT ANNUEL
- O. AUTRES QUESTIONS

A. STATUT D'OBSERVATEUR DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES

1. Le Président a informé le Conseil que le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique établie à Montréal et le Centre du Sud établi à Genève avaient fait parvenir au Secrétariat une demande de statut d'observateur.

2. Au vu des consultations informelles tenues au sujet des demandes de statut d'observateur auxquelles il n'avait pas encore été donné suite¹, le Président a suggéré que l'on procède à d'autres consultations informelles sur cette question et que le Conseil y revienne à sa prochaine réunion. Tout en reconnaissant l'existence de questions horizontales, il a jugé souhaitable que le Conseil examine s'il pourrait étudier une ou plusieurs des demandes de statut d'observateur sans que cela ait d'incidence sur ces questions. Il avait l'intention de consulter les Membres sur ce point avant la prochaine réunion. Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et le Centre du Sud seraient invités à communiquer des renseignements en rapport avec les critères figurant aux paragraphes 3 et 4 des procédures relatives à l'octroi du statut d'observateur aux organisations internationales intergouvernementales (annexe 3 du document WT/L/161).

3. Le Conseil en est ainsi convenu.

B. NOTIFICATIONS AU TITRE DE DISPOSITIONS DE L'ACCORD

i) Notifications au titre de l'article 63:2

4. Le Président a informé le Conseil que, depuis la réunion précédente, les Communautés européennes, le Danemark, l'Espagne, la France, le Liechtenstein, la Roumanie et le Zimbabwe avaient fait parvenir des notifications de législation. La notification du Zimbabwe concernait les dispositions des articles 3, 4 et 5 de l'Accord; le Zimbabwe y informait le Conseil qu'il se prévalait de la période de transition au titre de l'article 65:2. Toutes ces notifications seraient disponibles dans la série de documents IP/N/1/- dès que possible. Le Président a aussi informé le Conseil que l'Équateur et la Mongolie avaient notifié leur réponse à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits. Ces notifications avaient été distribuées dans la série de documents IP/N/6/-.

5. Le représentant des Communautés européennes a informé le Conseil que la Directive relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques notifiée par sa délégation avait été adoptée par les Communautés européennes et était entrée en vigueur le 30 juillet 1998; les États membres des Communautés européennes devraient mettre en œuvre les dispositions de cette directive pour le 30 juillet 2000.

6. Le Conseil a pris note de cette déclaration.

ii) Notifications au titre de l'article 69

7. Le Président a informé le Conseil que, depuis la réunion précédente, le Sénégal avait fait parvenir une nouvelle notification au titre de l'article 69, ce qui portait à 87 le nombre de Membres ayant présenté des notifications relatives à des points de contact au titre de cette disposition. Les délégations des Communautés européennes et de l'Espagne avaient aussi fait parvenir une notification de renseignements mis à jour concernant leurs points de contact au titre de l'article 69. Les renseignements concernant ces points de contact étaient disponibles dans la série de documents IP/N/3/-.

¹ Voir le document IP/C/W/52/Rev.4.

8. Le représentant du Brésil a dit que les renseignements relatifs au point de contact du Brésil seraient mis à jour prochainement.

9. Le Conseil a pris note de cette déclaration.

C. EXAMEN DES LÉGISLATIONS

i) *Législation de l'Équateur, de la Mongolie et du Panama*²

10. Le Président a proposé que les examens en question soient effectués pays par pays et, conformément à la procédure qui s'y rapportait, dans l'ordre alphabétique.³ Avant la réunion, le Japon avait fait parvenir des questions posées aux trois pays en question, qui avaient été distribuées sous la cote IP/C/W/111, et les Communautés européennes et leurs États membres avaient fait parvenir des questions posées à l'Équateur et à la Mongolie, qui avaient été distribuées sous les cotes IP/C/W/112 et IP/C/W/112/Add.1. Des réponses à toutes ces questions avaient été également reçues et distribuées avant la réunion (IP/C/W/115, IP/C/W/116, IP/C/W/116/Add.1 et IP/C/W/118). Conformément à la procédure, les délégations de l'Équateur, de la Mongolie et du Panama étaient invitées à donner, en guise d'introduction, un bref aperçu de la structure de leur législation dans les domaines examinés et, le cas échéant, des modifications qu'ils avaient dû y apporter pour la rendre compatible avec l'Accord sur les ADPIC. Comme les réponses à toutes ces questions avaient déjà été distribuées dans des documents de l'OMC, le Président a pensé qu'il était inutile de lire ces réponses à haute voix. Si les délégations en question le souhaitent, elles pourraient se borner à présenter leurs réponses en soulignant les points qu'elles jugeaient particulièrement importants. Les Communautés européennes et leurs États membres avaient fait parvenir peu avant des questions adressées au Panama ainsi que des questions additionnelles adressées à la Mongolie, qui seraient prochainement distribuées sous la cote IP/C/W/112/Add.2.

11. Le compte rendu des exposés introductifs présentés par les délégations de l'Équateur, de la Mongolie et du Panama, les questions qui leur avaient été posées et les réponses qu'ils y avaient apportées (y compris les réponses écrites qui seraient communiquées après la réunion) seraient distribués en temps voulu dans la série des documents qui rendaient compte des examens des législations nationales visant à mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC.

12. Les représentants des Communautés européennes et du Japon ont fait des déclarations générales au sujet de la législation mongole. Le représentant des Communautés européennes s'est dit très préoccupé par cette législation dans le domaine de moyens de faire respecter les droits car, selon le point de vue de sa délégation, elle violait gravement le Protocole d'accession de la Mongolie à l'OMC. Le représentant du Japon a dit que les réponses faites par la Mongolie montraient qu'elle devait encore modifier ses lois sur la propriété intellectuelle pour les rendre pleinement conformes à l'Accord sur les ADPIC.

13. Le représentant du Panama a dit que les réponses de sa délégation aux questions qu'elle venait de recevoir des Communautés européennes et de leurs États membres seraient communiquées dès que possible.

14. Le Président a rappelé que, conformément à la procédure d'examen, les réponses aux questions qui ne pouvaient être communiquées à la réunion en cours devaient être présentées dans les huit semaines à venir. Il a proposé à la Mongolie et au Panama de mettre leurs réponses à la

² Ces examens portent sur tous les domaines de la propriété intellectuelle visés par l'Accord sur les ADPIC.

³ La procédure de base est énoncée au paragraphe 6 du document IP/C/M/7.

disposition du Secrétariat en conséquence, afin que le compte rendu de l'examen ne soit pas indûment retardé.

15. Le Conseil a pris note des déclarations.

ii) *Suite donnée aux examens déjà effectués*

- *Droit d'auteur et droits connexes*

16. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente les Communautés européennes et leurs États membres avaient adressé une question complémentaire à la Hongrie et a informé le Conseil que la réponse à cette question avait été reçue et distribuée dans le compte rendu de l'examen de la législation hongroise sur le droit d'auteur et les droits connexes, sous la cote IP/Q/HUN/1.

- *Marques de fabrique ou de commerce, indications géographiques et dessins et modèles industriels*

17. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente, les Communautés européennes et leurs États membres avaient adressé un certain nombre de questions complémentaires à la Bulgarie et a informé le Conseil que les réponses à ces questions avaient été reçues et distribuées dans le compte rendu de l'examen de la législation bulgare sur les marques de fabrique ou de commerce, indications géographiques et dessins et modèles industriels, sous la cote IP/Q2/BGR/1.

- *Législation sur les moyens de faire respecter les droits*

18. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente le Conseil avait instamment prié les Membres de fournir dans les plus brefs délais tout renseignement manquant au sujet de l'examen de leur législation sur les moyens de faire respecter les droits. Il a informé le Conseil que les sept Membres suivants n'avaient toujours pas fourni les renseignements permettant de rendre compte de l'examen de leur législation sur les moyens de faire respecter les droits: Afrique du Sud, États-Unis, Norvège, Portugal, République slovaque, Roumanie et Slovénie. Il a proposé que le Conseil prie instamment ces délégations de faire tout leur possible pour fournir prochainement ces renseignements.

19. Le représentant de la Slovénie a dit que sa délégation avait déjà envoyé des réponses aux questions complémentaires posées par les États-Unis à propos des statistiques mais qu'elle avait besoin de plus de temps pour répondre aux questions posées par la Suisse car elles étaient juridiquement complexes. Il a assuré les Membres que sa délégation faisait de son mieux pour communiquer les réponses prochainement.

20. Le représentant des Communautés européennes a dit que les réponses du Portugal aux questions posées par les États-Unis étaient prêtes et seraient communiquées sous peu.

21. Le Conseil a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

iii) *Arrangements pour les examens futurs*

22. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente, il avait été convenu qu'il aurait de nouvelles consultations avec les Membres qui s'étaient montrés favorables à l'examen anticipé de leur législation afin de déterminer s'ils seraient en mesure de faire en sorte que leur législation soit examinée au cours du premier semestre de 2000, de façon à lancer le processus d'examen postérieur à 2000. Il avait également été convenu qu'il y aurait des consultations sur les arrangements pratiques qu'il faudrait mettre en place pour l'examen des législations d'application nationales des pays en développement

Membres après le 1^{er} janvier 2000. Il a signalé que sept Membres étaient disposés à voir examiner durant le premier semestre de 2000 leur législation visant à mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC, à savoir Chypre; la Corée; Hong Kong, Chine; Israël; Macao; la Trinité-et-Tobago et Singapour. Des consultations avaient eu lieu avec ces Membres, étant entendu que, pour qu'un examen soit possible durant le premier semestre de 2000, il faudrait que les notifications requises soient présentées durant l'année 1999. Certains de ces Membres avaient déjà notifié à l'avance leur législation, mais les autres devraient le faire aussi, de façon qu'il y ait suffisamment de temps pour préparer le processus d'examen, conformément à la procédure élaborée lors des examens des législations réalisés en 1996 et 1997. Israël avait indiqué que, s'il ne pouvait présenter sa notification avant le 1^{er} janvier 2000 en raison de difficultés de traduction, il le ferait dans les premiers jours de janvier 2000.

23. Le Conseil a pris note de cette déclaration.

24. Au sujet des consultations sur les arrangements pratiques qu'il faudrait mettre en place pour l'examen des législations d'application nationales des autres pays en développement Membres, le Président a dit qu'il avait eu des consultations sur ce point, et notamment sur la question de savoir si les examens devraient être organisés par sujet ou si le travail devrait être divisé entre groupes de pays. Certaines délégations avaient fait part de leur préférence, et il a invité le plus grand nombre de délégations possible à l'informer lui ou le Secrétariat de leurs vues sur la question au cours des semaines à venir, afin qu'il soit en mesure de proposer au Conseil un calendrier d'examen au début de 1999.

25. Le Conseil a pris note de cette déclaration.

D. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 70:8 ET 9

26. Le Président a dit qu'il devait faire état d'une nouvelle notification au titre de ce point de l'ordre du jour, qui émanait du Zimbabwe. Celui-ci avait notifié que sa législation relative aux brevets prévoyait déjà la protection des inventions de produits pharmaceutiques et de produits chimiques pour l'agriculture.

27. Le Président a rappelé qu'à la réunion précédente, il avait été proposé que le Conseil examine à nouveau la possibilité de procéder à un examen systématique de la mise en œuvre de l'article 70:8 et 9. Il avait été convenu que, par souci de transparence, les États-Unis distribueraient à l'ensemble des Membres les questions qu'ils avaient posées à certains d'entre eux. Ces questions, adressées à l'Argentine, à l'Égypte, au Paraguay et à l'Uruguay, figuraient dans le document IP/C/W/113. Les réponses que l'Uruguay avait fait parvenir récemment au Secrétariat étaient disponibles sous forme de photocopies à la réunion en cours et seraient distribuées en temps voulu sous la cote IP/C/W/121.

28. Les représentants de l'Argentine et de l'Égypte ont dit que leur délégation n'avait eu connaissance de ces questions que par le document IP/C/W/113. Comme ce document n'avait été distribué que peu de temps auparavant, les questions étaient encore en cours d'examen dans leur capitale, et il n'avait pas encore été possible d'y répondre.

29. Le représentant des États-Unis a remercié l'Uruguay de ses réponses et s'est dit sensible aux efforts faits par l'Argentine et l'Égypte pour donner leurs réponses aux questions. Il s'est à nouveau prononcé en faveur d'un examen systématique de la mise en œuvre de l'article 70:8 et 9.

30. Le représentant des Communautés européennes a accueilli avec satisfaction les déclarations, ajoutant que sa délégation attendait avec intérêt les réponses aux questions posées par les États-Unis.

31. Le représentant du Venezuela a dit que sa délégation ne pouvait, pour l'instant, souscrire à un examen systématique de la mise en œuvre de l'article 70:8 et 9. Cette déclaration a été appuyée par les représentants de l'Inde et des Philippines.

32. Le représentant de l'Égypte a dit que, selon le point de vue de sa délégation, il avait été convenu plus tôt dans l'année qu'il n'y aurait pas d'examen systématique mais que tout Membre pourrait demander à un autre comment il appliquait l'article 70:8 et 9.

33. Le Président a conclu qu'il y avait une divergence de vues entre les Membres et proposé d'aborder cette question au cours de consultations informelles afin de chercher un terrain d'entente.

34. Le Conseil a pris note des déclarations et est convenu de procéder comme le suggérait le Président.

E. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2

35. Le Président a rappelé qu'en vertu de l'article 66:2, les pays développés Membres étaient tenus d'offrir des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable.

36. Le représentant d'Haïti a exprimé l'espoir de sa délégation que, compte tenu des dispositions de l'article 66:2, les pays développés Membres, et surtout les principaux partenaires bilatéraux d'Haïti, offriraient davantage d'incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin que celles-ci soient effectivement encouragées à transférer des technologies à Haïti et l'aident à se doter d'une base technologique solide et viable. Il a demandé des renseignements sur les mesures prises au titre de l'article 66:2, souhaitant notamment avoir connaissance des listes d'incitations qui pourraient être rédigées.

37. Les représentants du Venezuela, du Maroc, du Pakistan et des Philippines ont appuyé la demande faite par Haïti. Le représentant du Venezuela a dit qu'il était de la responsabilité morale de tous les pays développés et de tous les pays en développement d'aider les pays les moins avancés. Le représentant du Maroc a suggéré que le Secrétariat envisage de rédiger un questionnaire afin de se faire une idée plus complète de la manière dont les pays développés Membres mettaient en œuvre l'article 66:2. Il a également proposé que la portée de cet article soit étendue à tous les pays en développement Membres. Le représentant du Pakistan a fait observer que ce qui était demandé précisément, c'était des renseignements sur la manière dont les dispositions de l'article 66:2 avaient déjà été mises en œuvre. Des renseignements sur les incitations offertes et sur leurs auteurs seraient utiles pour débattre des mesures à prendre en vue d'une mise en œuvre intégrale des dispositions.

38. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation était prête à débattre des meilleurs moyens de fournir les renseignements en question.

39. La représentante de la Suisse a souligné l'importance que sa délégation attachait à la coopération technique. Alors que le transfert de technologie ne pouvait être imposé, il y avait en Suisse toute une série de projets tels que des fonds de partenariat destinés à encourager l'investissement dans les pays en développement et les pays en transition. La Suisse avait lancé récemment un projet destiné à établir une entreprise financière pour le développement, qui avait pour objectif principal d'encourager les coentreprises entre petites et moyennes entreprises suisses et petites et moyennes entreprises des pays en développement. Le capital de cette entreprise viendrait à 51 pour cent du secteur privé et à 49 pour cent du secteur public ou de l'État. Cette entreprise, chargée de favoriser le transfert de technologie, était un exemple de mesure de type incitatif dont la Suisse

considérerait qu'elle relevait de l'article 66:2. La délégation suisse considérerait donc que son pays avait déjà commencé à mettre en œuvre l'article 66:2.

40. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation était tout à fait disposée à fournir des renseignements sur la manière dont les États-Unis répondaient aux prescriptions de l'article 66:2 et répondrait à toute question qui lui serait adressée sur la mise en œuvre de cet article de la même manière qu'elle comptait sur les autres Membres pour répondre aux questions qui leur seraient adressées, par exemple au sujet de l'article 70:8 et 9.

41. Le représentant des Philippines a dit qu'aux yeux de sa délégation, la mise en œuvre de l'article 70:8 et 9 ne devait pas nécessairement faire l'objet du même suivi que celle de l'article 66:2. Les obligations découlant du premier ne s'appliquaient qu'à un petit groupe de Membres, à savoir ceux qui n'avaient pas encore assuré la protection des inventions de produits pharmaceutiques et de produits chimiques pour l'agriculture au moyen de brevets. Pour suivre le respect de ces obligations, qui ne concernaient en pratique que les pays en développement et les pays les moins avancés, il n'était pas nécessaire de procéder à un examen systématique, il suffisait que les Membres intéressés posent des questions aux Membres concernés dans l'enceinte du Conseil, selon ce qu'ils jugeraient opportun. En revanche, l'article 66:2 imposait à tous les pays développés Membres une obligation telle que le moyen de suivi le plus adapté était un examen systématique.

42. Une discussion a alors eu lieu sur la façon dont les renseignements sur la mise en œuvre de l'article 66:2 pourraient être fournis. Plusieurs délégations ont établi, à cette occasion, un lien avec la fourniture de renseignements sur la mise en œuvre de l'article 70:8 et 9, tandis que d'autres ont jugé ce lien inopportun. Compte tenu de cette discussion et de certaines consultations, le Président a proposé que la question soulevée par la délégation haïtienne soit distribuée à tous les Membres sous la forme d'un document informel du Conseil des ADPIC⁴ et que les pays développés Membres soient invités à fournir des renseignements en réponse à cette question. Il a demandé aux Membres de prendre les dispositions nécessaires pour que toutes les notifications et tous les renseignements fournis au Conseil soient aussi complets que possible, dans ce cas comme dans tous les autres.

43. Le Conseil est convenu de procéder comme le proposait le Président.

F. COOPÉRATION TECHNIQUE

i) Points de contact aux fins de la coopération technique

44. Le Président a informé le Conseil que, depuis la réunion précédente, la France avait notifié ses points de contact aux fins de la coopération technique en ce qui concernait l'Accord sur les ADPIC et que les Communautés européennes avaient communiqué des renseignements à jour sur leur point de contact. Ces notifications avaient été distribuées dans la série de documents IP/N/7/-.

ii) Renseignements à jour sur les activités de coopération technique

45. Le Président a informé le Conseil que les États-Unis et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle avaient notifié des renseignements à jour sur leurs activités de coopération technique et financière. Ces notifications figuraient respectivement dans les documents IP/C/W/109/Add.5 et IP/C/W/108/Add.5. Au cours de l'année, 15 Membres avaient communiqué des renseignements à jour sur leurs activités de coopération technique et financière et, si l'on tenait compte des renseignements communiqués les années précédentes, le Conseil avait reçu en tout des renseignements de 18 Membres. Certains pays développés Membres n'avaient pas encore fourni de

⁴ La question d'Haïti a été distribuée sous la forme du document informel n° 7093 du 23 décembre 1998.

renseignements sur leurs activités de coopération technique et financière. Le Président a instamment invité les Membres qui n'avaient pas encore communiqué de renseignements à jour sur leurs activités, et notamment ceux qui n'avaient pas non plus communiqué de renseignements au cours des années précédentes, à le faire à la première occasion. Le Secrétariat se mettrait en contact avec les Membres qui n'avaient pas encore communiqué de tels renseignements.

46. Le représentant des Communautés européennes a informé le Conseil que les Communautés européennes et leurs États membres aidaient plusieurs pays en développement, dont certains parmi les moins avancés, à améliorer leur régime de protection de la propriété intellectuelle. Une assistance technique était également apportée à un certain nombre de pays en voie d'accession tels que ceux de la Communauté d'États indépendants, la Chine et le Viet Nam pour leur permettre d'adapter leur cadre juridique à l'Accord sur les ADPIC. Un programme de modernisation de la propriété intellectuelle et industrielle était en cours pour les pays d'Europe centrale et orientale, dénommés aussi pays du programme PHARE, comprenant deux programmes distincts d'assistance technique appelés Programme régional concernant la propriété industrielle et Programme horizontal concernant la propriété intellectuelle. Pour la première fois, un programme avait été exécuté entre octobre 1993 et juin 1997 afin d'apporter aux pays de l'ANASE une assistance technique leur permettant d'étoffer et de développer leurs régimes relatifs aux droits de propriété intellectuelle. Un deuxième programme de coopération avec les pays de l'ANASE était en préparation. Un programme relatif à la propriété industrielle avait été exécuté avec Macao entre 1995 et 1997, et d'autres programmes d'assistance technique étaient en préparation pour le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan et Sri Lanka. Outre les programmes d'assistance technique mis en œuvre par les Communautés européennes, les États membres avaient leurs propres programmes. Les pays suivants avaient déjà communiqué à l'OMC des renseignements sur ces programmes: Allemagne, Autriche, Espagne, Finlande, France, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.

47. Le représentant du Japon a rendu compte au Conseil du Forum asiatique de l'OMPI, organisé conjointement par l'OMPI et le Japon, qui s'était tenu à Tokyo du 5 au 7 octobre 1998. Les responsables de la protection de la propriété intellectuelle de 23 pays asiatiques avaient participé à cette rencontre et débattu des perspectives de la propriété intellectuelle en Asie. À l'issue du Forum, une déclaration commune avait été publiée, dans laquelle on jugeait important que l'Accord sur les ADPIC soit mis en œuvre dans les délais impartis, que des dispositions soient prises pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle et que des efforts soient faits pour adhérer aux conventions internationales relatives à la protection de la propriété intellectuelle.

48. Le Conseil a pris note des déclarations.

iii) Suite donnée à l'Initiative conjointe des Secrétariats de l'OMC et de l'OMPI

49. En réponse à une demande faite par le représentant des Communautés européennes, le représentant du Secrétariat a dit que, depuis la dernière réunion du Conseil, une trentaine de Membres s'étaient dits intéressés par l'Initiative conjointe, dont deux qui n'avaient pas encore mis au point les derniers détails de l'assistance dont ils avaient besoin. Ces membres avaient pris contact avec l'OMPI ou l'OMC ou, bien souvent, avec les deux. Le Secrétariat de l'OMC était en train de définir avec l'OMPI les moyens de répondre aux demandes d'assistance qui avaient été reçues. Il y avait eu aussi plusieurs réunions communes entre les Secrétariats de l'OMC et de l'OMPI et les délégations intéressées.

50. La représentante du Guatemala a informé les Membres que son pays avait présenté, dans le cadre de l'Initiative conjointe sur la coopération technique, une demande détaillée d'assistance technique à laquelle était jointe un programme de travail qui comprenait plusieurs points allant de la formation des juges, magistrats, procureurs et avocats jusqu'à une demande d'assistance pour la rédaction de la législation que le Guatemala devait promulguer pour se conformer aux obligations

qu'il avait contractées dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. La délégation guatémaltèque avait déjà eu une réunion avec les Secrétariats de l'OMPI et de l'OMC sur le type d'assistance qui pourrait être fourni pour contribuer aux efforts que le Guatemala déployait afin de s'acquitter précisément et dans le délai imparti des obligations qui découlaient de l'Accord sur les ADPIC.

51. Le représentant des Communautés européennes a proposé que le Secrétariat rende compte régulièrement de la mise en œuvre de l'Initiative conjointe.

52. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et convienne de procéder comme le suggérait le représentant des Communautés européennes.

53. Le Conseil en est ainsi convenu.

G. EXAMEN DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 24:2

54. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 12 mai 1998, le Conseil avait pris note d'une liste de questions et avait invité les Membres qui avaient déjà l'obligation d'appliquer les dispositions de la section relative aux indications géographiques conformément à l'article 24:2 à communiquer leurs réponses pour le 16 novembre 1998, étant entendu que les autres Membres pourraient aussi le faire s'ils le souhaitaient. Le Conseil avait agi dans ce sens étant entendu que le questionnaire lui-même aussi bien que les réponses seraient sans préjudice des droits et obligations des Membres. Les Membres qui répondraient seraient libres de grouper leurs réponses selon qu'ils le jugeraient approprié compte tenu de leur système national. Cette liste avait été publiée sous la cote IP/C/13. À sa réunion du 16 juillet 1998, le Conseil avait pris note de quatre questions supplémentaires et était convenu de les ajouter à la liste. Ces questions avaient été publiées sous la cote IP/C/13/Add.1. Le Secrétariat avait reçu des réponses à la liste de la part, dans l'ordre chronologique, de la République tchèque, du Japon, de la Bulgarie, des États-Unis, de la Turquie, du Canada, de la République slovaque, de la Norvège, de la Hongrie, de l'Équateur, des Communautés européennes et de plusieurs de leurs États membres, du Liechtenstein et de la Nouvelle-Zélande. Des exemplaires préliminaires de ces réponses étaient disponibles à la réunion en cours et seraient distribués en temps voulu sous les cotes IP/C/W/117 et addenda.

55. La représentante de l'Australie a dit que sa délégation mettait la dernière main à l'élaboration des réponses complètes à la liste et qu'elle communiquerait ces réponses dès que possible.

56. La représentante du Mexique a dit que sa délégation attendait avec intérêt les réponses détaillées des Membres, qu'il faudrait aussi analyser dans le cadre de l'article 23:4. Le Mexique communiquerait aussi ses réponses prochainement, à titre volontaire.

57. En réponse à une question posée par la délégation du Brésil, le Président a dit que, comme les pays en développement Membres pouvaient donner leurs réponses à titre volontaire, des réponses à certaines questions seulement ou des réponses partielles seraient acceptables.

58. Le représentant des Communautés européennes, constatant qu'un grand nombre de Membres avaient répondu à la liste, a dit que sa délégation avait commencé à analyser ces réponses. Il s'est dit d'accord avec la représentante du Mexique sur le fait que les réponses fournies seraient également utiles pour les travaux à entreprendre au titre de l'article 23:4. Pour permettre l'avancement des discussions sur la mise en œuvre de cet article, il a proposé que le Secrétariat rédige une synthèse des réponses reçues.

59. La représentante de l'Australie s'est demandé quelle sorte de synthèse les Communautés européennes envisageaient. La liste avait pour but d'obtenir des renseignements sur les diverses

manières dont les Membres abordaient la mise en œuvre des obligations qu'ils avaient contractées au titre de la section sur les indications géographiques; elle voyait donc mal quelle sorte de synthèse serait possible et utile.

60. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation pensait à un aperçu général avec un court résumé des réponses communiquées par les Membres.

61. La représentante de la Turquie a dit que sa délégation avait déjà répondu à la liste mais qu'elle donnerait sous peu des réponses plus complètes. Le régime turc de protection des indications géographiques était entièrement compatible avec la section concernée de l'Accord sur les ADPIC. Le Décret-loi n° 555 relatif à la protection des signes géographiques, entré en vigueur le 27 juin 1995, visait à mettre en place un régime fonctionnel répondant aux exigences et aux réalités de la Turquie, compatible avec l'Accord sur les ADPIC et, en raison de l'union douanière qu'elle avait conclue avec l'Union européenne, avec les directives et règlements des Communautés européennes. Il contenait les dispositions suivantes: protection des appellations d'origine et des indications géographiques; publication des demandes; opposition par toutes les parties intéressées; mécanismes d'inspection (de contrôle) de la production de produits apparentés; relation avec les marques de fabrique ou de commerce; indemnisation des dommages; et création de tribunaux spéciaux. La protection des signes géographiques assurée par ce texte visait à protéger les produits naturels, agricoles, miniers et industriels et les produits artisanaux au moyen de signes géographiques lorsque ceux-ci étaient conformes à la définition de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique. Elle était assurée dès l'enregistrement. L'intervenante a souligné, ainsi que la délégation turque l'avait fait dans sa note informelle distribuée aux Membres comme document informel n° 1076/Rev.1 du 30 mars 1998, l'importance de l'extension de la protection additionnelle accordée pour les indications géographiques des vins et spiritueux à tous les autres produits tels que les produits naturels, agricoles, miniers et industriels et les produits artisanaux. Elle a en outre formulé l'espoir que l'on s'emploierait très prochainement à élargir le mandat de négociation sur un registre multilatéral à toutes les sortes de produits susceptibles d'être identifiés par leur origine géographique, car cela serait important pour le développement des industries et des producteurs locaux.

62. Le représentant du Canada a indiqué que sa délégation avait besoin d'un peu de temps pour analyser les réponses à la liste avant de demander au Secrétariat d'engager de nouveaux travaux. Le Canada souhaitait d'abord déterminer lui-même l'étape suivante à aborder.

63. Le représentant du Maroc a dit que sa délégation ne voyait pas bien l'objet de la synthèse proposée. Celle-ci risquait de généraliser les réponses reçues et de donner une représentation erronée des divers régimes nationaux des Membres.

64. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation préférerait aussi avoir du temps pour analyser d'abord les réponses elles-mêmes. Toutefois, compte tenu du volume de renseignements fournis et de la complexité des divers régimes de protection nationaux, il a estimé qu'une certaine assistance de la part du Secrétariat pourrait être utile aux Membres. Il a proposé que le Secrétariat rédige une proposition sur les moyens d'organiser ces renseignements de façon qu'ils soient plus faciles à comprendre par les Membres, et que le Conseil examine cette proposition à sa prochaine réunion.

65. Le représentant de la Hongrie a dit partager les vues des Communautés européennes et des États-Unis, notamment à propos des travaux au titre de l'article 23:4, ajoutant qu'une synthèse ou un résumé serait utile, surtout pour les petites délégations.

66. Le représentant du Maroc a dit que certains Membres étaient peut-être encore en train d'élaborer leurs réponses. Il avait en outre besoin de temps pour étudier les renseignements reçus afin de voir si les questions avaient reçu des réponses complètes.

67. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et revienne sur cette question à sa prochaine réunion.

68. Le Conseil en est ainsi convenu.

H. MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 23:4

69. Le Président a rappelé qu'après la collecte de renseignements, en 1997, le débat en la matière avait porté sur la question de savoir quelle devrait être l'étape suivante dans la poursuite des travaux relatifs à la négociation sur l'établissement d'un système international de notification et d'enregistrement des indications géographiques au titre de l'article 23:4. À la réunion précédente, de nombreuses délégations avaient formulé des observations sur une proposition de registre multilatéral des indications géographiques pour les vins et spiritueux sur la base de l'article 23:4 (distribuée sous la cote IP/C/W/107).

70. Le représentant des Communautés européennes, mentionnant les abondantes observations et questions que les Membres avaient formulées lors de la réunion du Conseil des ADPIC en septembre 1998 à propos de la proposition des Communautés européennes et de leurs États membres en faveur d'un registre multilatéral des indications géographiques pour les vins et spiritueux (document IP/C/W/107), a souhaité apporter des précisions sur certains aspects d'un tel registre qui lui semblaient importants. À propos de la portée du registre, il a dit que l'article 23:4 faisait expressément référence aux vins uniquement. Toutefois, à la Réunion ministérielle de Singapour en 1996, les Ministres s'étaient clairement prononcés en faveur de l'inclusion des spiritueux. Ils avaient approuvé le rapport du Conseil des ADPIC (1996) publié sous la cote IP/C/8, qui disait, au paragraphe 34, que "s'agissant des indications géographiques, le Conseil [...] engager[a] les travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations [...] pour les vins, prévues à l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC. Ces travaux préliminaires porteront aussi sur des questions en rapport avec l'établissement d'un système de notification et d'enregistrement pour les spiritueux. Tous les travaux [...] seront effectués sans préjudice des droits et obligations découlant pour les Membres de l'Accord sur les ADPIC [...]". Les Ministres n'avaient pas fait de distinction entre les vins et les spiritueux quant aux travaux à effectuer, alors qu'ils avaient compétence pour prendre une telle décision. Dans ces circonstances, les spiritueux devaient être englobés dans les travaux du Conseil. Toute autre manière d'agir serait totalement contraire à la décision prise par la Conférence ministérielle. En ce qui concernait l'inscription d'"autres produits" au registre, l'Accord sur les ADPIC ne donnait pas de fondement juridique. Néanmoins, pourquoi les Membres devraient-ils déjà, à ce stade, exclure des possibilités qu'ils pourraient trouver intéressantes ultérieurement? Il n'était pas nécessaire de prendre une décision sur cette question maintenant.

71. L'intervenant a répété que la proposition de sa délégation ne visait pas à modifier le niveau de protection prévu par les obligations énoncées dans l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, à la réunion précédente du Conseil, plusieurs Membres s'étaient demandé si la proposition était bien conforme à cet accord – en particulier l'article 23:3 (indications géographiques homonymes) et l'article 24:5 (existence d'une marque de fabrique ou de commerce préalable) – pour ce qui était de la tenue de négociations entre les Membres sur ces questions. Ces deux dispositions visaient les détenteurs d'un droit légitime. La délégation des Communautés européennes estimait que la tenue de négociations était le seul moyen possible d'assurer un traitement équitable des différents producteurs et d'éviter que les consommateurs ne soient induits en erreur. Toutefois, cela ne signifiait pas que les indications géographiques concernées ne devraient pas être enregistrées. L'article 24:1 énonçait expressément la possibilité d'engager des négociations et soulignait que "les dispositions des paragraphes 4 à 8 ne seront pas invoquées par un Membre pour refuser de mener des négociations [...]".

72. À propos du caractère facultatif du système (IP/C/W/107, section I), l'intervenant a dit que le système idéal serait celui auquel tous les Membres participeraient. Toutefois, la délégation des

Communautés européennes était d'avis qu'il devrait être facultatif. Cette position était corroborée par le libellé de l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC, qui disposait que "[...] des négociations seront menées au Conseil des ADPIC concernant l'établissement d'un [registre] [...] des indications géographiques [...] susceptibles de bénéficier d'une protection dans les Membres participant au système". Une autre question importante était de savoir si un tel système, bien que fondé sur une participation volontaire, serait contraignant pour tous les Membres de l'OMC une fois une indication géographique enregistrée. À première vue, il semblait logique de dire qu'un système facultatif ne pouvait être contraignant que pour les Membres qui y participaient. Toutefois, ce n'était pas la solution à laquelle les Communautés européennes et leurs États membres étaient favorables. Selon la délégation des Communautés européennes, il faudrait que tous les Membres de l'OMC soient soumis à un tel registre pour des raisons de transparence et d'efficacité.

73. En contrepartie, il semblait tout à fait équitable que tous les Membres de l'OMC puissent formuler des objections à une demande d'enregistrement d'une indication géographique, comme le prévoyait la proposition (IP/C/W/107, section III). Une telle approche renforcerait la transparence et la clarté du système d'enregistrement. Quant au rapport qui existait entre la "procédure d'opposition" (IP/C/W/107, sections III et V) et ses effets juridiques d'une part et le caractère facultatif d'autre part, l'intervenant a rappelé qu'à la réunion précédente du Conseil, il avait été fait à plusieurs reprises référence à la section V.3 de la proposition, qui indiquait que le refus d'un enregistrement ne bénéficiait qu'à un Membre qui s'était opposé à cet enregistrement et ne serait pas valable à l'égard de tous les Membres de l'OMC. L'intervenant a tenu à déclarer à ce propos, premièrement, que la "procédure d'opposition" – et le registre proposé lui-même – n'étaient pas censés créer des conflits. Ils devraient au contraire contribuer à les éviter en assurant une certaine transparence concernant la situation des demandeurs et opposants initiaux. Deuxièmement, la délégation des Communautés européennes estimait que le nombre de Membres de l'OMC concernés par un problème spécifique lié à une indication géographique serait très probablement limité. En général, dans la pratique, seul un petit nombre de pays étaient vraiment intéressés par une indication géographique donnée. Cela dit, l'intervenant a jugé qu'il pourrait être utile de subordonner les effets d'une procédure d'opposition au type de raisons qui motivait cette opposition. À cet égard, il a souhaité apporter des précisions concernant l'intervention que sa délégation avait faite à la réunion précédente sur les exceptions à la protection d'une indication géographique qui étaient propres à un Membre. Il a fait observer que la proposition (IP/C/W/107, section III) donnait quatre raisons pouvant motiver une opposition: 1) si l'indication géographique ne correspondait pas à la définition énoncée à l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC; 2) si elle n'était plus protégée dans le pays d'origine (article 24:9 de l'Accord sur les ADPIC); 3) si elle était devenue un terme générique; et 4) dans le cas visé à l'article 22:4 de l'Accord sur les ADPIC, à savoir une protection contre une indication géographique qui, bien qu'elle soit littéralement exacte pour ce qui est du territoire, de la région ou de la localité dont les produits sont originaires, donne à penser à tort au public que les produits sont originaires d'un autre territoire. Les deux premières raisons semblaient présenter un intérêt plus général, tandis que les deux dernières intéressaient en particulier certains Membres. Il était peu probable que de nombreux Membres de l'OMC soient concernés par ces deux dernières raisons. En l'occurrence, l'intervenant a ajouté qu'il serait peut-être bon d'envisager d'autres motifs d'objection – comme cela avait été proposé à la réunion précédente du Conseil. Il a suggéré comme motif supplémentaire la "fraude" lors de la demande d'enregistrement d'une indication géographique.

74. Au sujet des éléments de preuve, c'est-à-dire de la question de savoir quel type de preuve serait approprié, l'intervenant a dit que les Membres ne devraient pas se fixer de limites quant à ce qui devrait être reconnu comme une preuve acceptable, afin de tenir compte des différents systèmes juridiques en vigueur dans les Membres de l'OMC. Il pouvait s'agir de la législation applicable, comme le suggérait la proposition (IP/C/W/107, section I), mais aussi des certificats d'enregistrement nationaux, des renseignements sur les caractéristiques d'origine du produit, des statistiques de production, des réglementations nationales en matière de qualité applicables au produit et de

l'existence d'associations de producteurs. Il allait de soi que les éléments de preuve devraient dûment étayer une demande d'enregistrement, ainsi que, le cas échéant, toute objection à un enregistrement.

75. À propos des indications géographiques protégées en vertu d'accords régionaux ou multilatéraux, l'intervenant a répété la proposition de sa délégation selon laquelle ces accords devraient être communiqués au Secrétariat de l'OMC, ainsi qu'une liste des indications géographiques enregistrées dans ce cadre. Cette proposition avait pour objet d'assurer la plus grande transparence possible. Cela ne signifiait pas qu'il serait créé un groupe d'indications géographiques différent régi par des règles générales distinctes (sur la présentation des preuves, par exemple).

76. S'agissant du rapport entre la "procédure d'opposition" et le règlement des différends, une autre question importante était de savoir qui devrait statuer sur les enregistrements et les oppositions et quel lien il pouvait y avoir avec le règlement d'un éventuel différend le cas échéant. Il était dit dans la proposition de la délégation des Communautés européennes qu'un mécanisme approprié devrait être établi pour donner suite aux objections afin de régler les (éventuels) différends. Les Communautés européennes et leurs États membres estimaient que les besoins des Membres de l'OMC en ce qui concernait les différends éventuels et les caractéristiques d'un tel mécanisme apparaîtraient plus précisément lorsqu'on en serait à un stade plus avancé de l'examen des autres aspects du registre. Rappelant qu'à la réunion précédente, plusieurs délégations avaient soulevé la question des éventuels coûts d'un registre, l'intervenant a dit que l'on ne pourrait avoir une idée précise des coûts induits par le registre que lorsqu'on connaîtrait son fonctionnement. Il estimait toutefois que ces coûts ne dépasseraient pas un niveau "normal"; les Membres devraient éviter de mettre en place un système onéreux en termes de ressources tant financières qu'humaines.

77. Enfin, au sujet des rapports entre le registre et les compétences nationales (par exemple le rôle des autorités nationales), l'intervenant a souligné que sa délégation ne souhaitait pas que les systèmes nationaux soient remplacés. Pour elle, l'article 23:4 constituait un exercice de transparence dont le principal objectif était d'accroître la clarté et la sécurité juridique dans le secteur des indications géographiques pour les vins et spiritueux. Cela signifiait aussi que les autorités nationales continueraient de statuer sur l'acceptation, le maintien et la protection d'une indication géographique conformément aux règles nationales et à l'Accord sur les ADPIC et que, une fois une indication géographique inscrite au registre multilatéral, son respect devrait être assuré dans le cadre des règles nationales.

78. Le représentant de la République tchèque a dit que la proposition des Communautés européennes offrait l'occasion de passer à un stade plus concret de préparation en vue de l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins susceptibles de bénéficier d'une protection dans les Membres participant au système, comme l'indiquait l'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC. Les questions relatives à la proposition étaient compréhensibles à ce stade, et il ne serait peut-être possible d'apporter une réponse satisfaisante à bon nombre d'entre elles que lorsqu'on serait parvenu à une conclusion sur la question systémique ou fondamentale de savoir quel système multilatéral de notification ou d'enregistrement il fallait élaborer. Reconnaisant la souplesse ménagée par la proposition, qui laissait ouvertes les options relatives à la façon de poursuivre les travaux, l'intervenant a remercié les Communautés européennes des éclaircissements qu'elles avaient fournis dans leur déclaration. À propos du niveau de protection, il a estimé que, pour le relever ou mettre en place une protection additionnelle ainsi que pour imposer une notification conformément à l'article 23, il faudrait avoir un système pleinement développé; il était donc favorable à un système multilatéral plus complexe et juridiquement ambitieux tel que celui qui était présenté dans la proposition des Communautés européennes. La délégation tchèque constatait avec satisfaction que cette proposition tenait compte des intérêts légitimes exprimés par certains Membres et envisageait la possibilité d'engager des discussions complémentaires afin d'élargir progressivement le champ d'application du registre multilatéral à d'autres produits, une fois que le système multilatéral serait en place pour les vins. Dans ce contexte,

l'intervenant a tenu à rappeler aux Membres que les délégations avaient été invitées, au paragraphe 34 du Rapport du Conseil des ADPIC (1996), à présenter des communications sur la question du champ d'application, paragraphe qui faisait partie de la section consacrée aux questions, problèmes et recommandations à porter à l'attention des Ministres à Singapour. La délégation tchèque avait réagi favorablement à cette invitation et présenté une communication écrite détaillée sur la question du champ d'application étroit de l'article 23 et la nécessité de l'étendre à d'autres produits que les vins et spiritueux. Comme certaines délégations s'étaient interrogées, à la réunion précédente, sur le fondement juridique actuel des négociations relatives aux indications géographiques pour d'autres produits, l'intervenant a répété que, selon l'avis de sa délégation, les articles 22, 23 et 24 de l'Accord sur les ADPIC constituaient un cadre intégré pour la poursuite des négociations visant à accroître la protection des indications géographiques. La première phrase de l'article 24:1 donnait la méthode à suivre pour accroître la protection des indications géographiques particulières, tandis que la méthode pour instaurer une telle protection additionnelle était indiquée à l'article 23:4, qui chargeait le Conseil de mener des négociations. En outre, selon les dispositions de l'article 24:1, aucun Membre ne pouvait refuser de mener de telles négociations, et les dispositions de l'article 24 s'appliquaient de manière générale à tous les produits et pas seulement aux vins et spiritueux. L'intervenant souscrivait donc à l'opinion exprimée selon laquelle il ne fallait pas exclure à l'avenir les intérêts légitimes que pourraient avoir les autres Membres à élargir le champ des produits visés par l'Accord.

79. Le représentant de l'Islande a appuyé la proposition des Communautés européennes. Toutefois, les concepts en jeu nécessitaient un examen et une étude plus approfondis, comme par exemple les propositions relatives au règlement des différends et à l'arbitrage. Les vins et spiritueux ne posaient pas de problèmes à l'Islande; en revanche, les producteurs de poissons islandais éprouvaient des difficultés lorsque leurs concurrents vendaient sur certains marchés comme produits islandais des produits qui nuisaient à la compétitivité des produits islandais, réputés pour leur grande qualité. S'il s'avérait qu'un processus du type de celui proposé par les Communautés européennes pour les vins et spiritueux permettait de mieux identifier et protéger l'origine des produits en question, l'Islande souhaiterait voir ce type de protection étendu à d'autres sortes de produits, y compris le poisson.

80. Le représentant des États-Unis a dit qu'aux yeux de sa délégation le but du processus relatif au système multilatéral de notification et d'enregistrement au titre de l'article 23:4 était de faciliter la protection. Tout système qui serait mis au point devrait répondre à plusieurs critères: il ne devrait pas imposer d'obligations nouvelles ni réduire les droits et obligations énoncés à la section 3 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC; il devrait tenir compte des divers systèmes de protection des indications géographiques existant dans les régimes juridiques de tous les Membres de l'OMC; et il ne devrait pas imposer de charge au Secrétariat de l'OMC. De même, la participation au système devrait être facultative et ne pas se traduire par une charge pour les Membres. La délégation des États-Unis estimait que tout système de notification ou d'enregistrement devrait comporter la communication volontaire de renseignements au Secrétariat, lesquels devraient être mis à la disposition des Membres. Les renseignements contenus dans les réponses à la liste de questions au titre de l'article 24:2 aideraient évidemment les Membres à faire en sorte que le système qui serait éventuellement établi ne les oblige pas à modifier leur législation ni leur pratique. Pour participer au système ou utiliser les renseignements, la délégation des États-Unis comptait examiner les réponses à la liste de questions et les renseignements qu'elles contenaient et élaborer sa propre proposition, qu'elle espérait présenter à la réunion du Conseil prévue pour février 1999. Cette proposition répondrait aux critères mentionnés et serait conforme à l'objectif énoncé à l'article 23:4.

81. La représentante de l'Argentine a dit que, premièrement, le rapport du Conseil des ADPIC (1996) approuvé par la Conférence ministérielle de Singapour indiquait qu'un système de notification et d'enregistrement des spiritueux ferait partie des travaux préliminaires du Conseil visant à établir un système multilatéral de notification et d'enregistrement au titre de l'article 23:4. La délégation argentine considérait donc que les spiritueux devaient être inclus dans les "travaux préliminaires" du

Conseil mais qu'ils n'entraient apparemment pas dans le champ des "négociations" qui, selon l'article 23:4, ne devaient porter que sur les vins. Elle estimait par conséquent que toute référence aux spiritueux devrait être entendue comme se rapportant aux travaux ayant un caractère préliminaire, sans que cela suppose qu'elle se rapportât aux négociations mêmes. Deuxièmement, la délégation argentine jugeait évident, d'après l'analyse de la dernière partie de l'article 23:4, qui parlait des "Membres participant au système", que l'enregistrement devait être facultatif. L'enregistrement devait se borner à être un instrument de transparence et à faciliter le respect des obligations déjà en vigueur au titre de l'Accord. En imposant des obligations et une charge nouvelles, on risquait de voir de nombreux Membres refuser de participer au système, ce qui le rendrait inutile. Au sujet de la proposition des Communautés européennes, l'intervenante a dit que, bien que celles-ci aient déclaré que le système n'imposerait pas d'obligations nouvelles, le second alinéa du paragraphe 1 de la section I impliquait la création d'une obligation nouvelle en mentionnant les éléments de preuve et qu'il semblait viser à l'établissement d'un mécanisme spécial de règlement des différends pour les Membres participant au registre. La section IV allait au-delà des dispositions de l'article 23:3 en prévoyant des négociations sur des aspects qui n'y figuraient pas. Le premier paragraphe de la section V, où il était dit que les indications géographiques seraient protégées pendant une durée "illimitée", était contraire à l'article 24:9, et la dernière phrase de ce paragraphe semblait faire double emploi avec le texte de l'Accord sur les ADPIC. La délégation argentine ne voyait pas d'objection au troisième paragraphe de la section V, eu égard aux principes exprimés à la réunion précédente par le représentant des Communautés européennes, qui avait parlé dans ce contexte des "exceptions prévues par l'Accord [qui] étaient spécifiques à des Membres". Néanmoins, pour assurer un traitement équitable, il faudrait envisager que les Membres qui ne se seraient pas opposés à un enregistrement pourraient revenir sur leur position en fonction de facteurs nouveaux survenus par la suite. Il faudrait également que le registre puisse recevoir de nouvelles indications géographiques, comme le prévoyait la section VII. Sans cela, il "gèlerait" la situation, de sorte que l'emploi d'indications géographiques deviendrait difficile dans les pays Membres où il n'aurait pas encore été introduit.

82. La représentante de l'Australie a dit que sa délégation voyait d'un œil favorable la transparence et l'efficacité qu'un registre permettrait d'apporter et qu'elle était satisfaite d'examiner des moyens constructifs de respecter les obligations visées à l'article 23:4. Elle souhaitait formuler des remarques complémentaires à celles qui avaient été faites durant la réunion. Au sujet de la portée, tout en prenant note de l'argument présenté par le représentant de la République tchèque à propos des dispositions des articles 22, 23 et 24, elle a souligné que ces dispositions contenaient aussi un certain nombre d'avertissements et de normes dont il fallait aussi tenir compte. Il ne fallait pas que les Membres soient conduits à croire que les obligations en matière d'ADPIC allaient changer et qu'ils spéculent à l'excès sur des éléments absents de l'Accord. Lorsqu'il examinait les moyens de respecter les obligations, le Conseil ne devait pas aborder d'autres points que les obligations. Dans le même ordre d'idée, la question se posait de savoir si les négociations visées à l'article 23:4 amèneraient à renégocier d'autres droits que ceux qui étaient prévus à l'article 24. Aux yeux de la délégation australienne, cela irait au-delà de l'interprétation normale de la section 3. On pouvait soulever un point analogue au sujet du caractère facultatif. La délégation australienne n'était pas convaincue que la possibilité de s'opposer à certaines indications géographiques fût réellement un substitut à un système véritablement facultatif. L'intervenante a rappelé les observations formulées par sa délégation à la réunion précédente à propos des oppositions, notamment sur la question de savoir si l'auteur d'une opposition devrait ou non fournir un commencement de preuve et ce qui se passerait entre-temps. La délégation australienne s'inquiétait aussi du nombre de personnes qu'il faudrait pour faire fonctionner le système, car tout registre devrait être mis en œuvre au moyen de procédures intérieures. Chaque Membre aurait intérêt à surveiller quels termes étaient enregistrés, et l'intervenante n'était pas convaincue que, du fait que le registre ne s'appliquerait qu'à certains Membres, l'ensemble des Membres aurait moins besoin d'en vérifier régulièrement le contenu. La délégation australienne aimerait être sûre que le système de preuve qui serait éventuellement mis en place pour le registre ne privilégierait pas un modèle, un système ou une approche en particulier, car les Membres abordaient de façon diverse la protection des indications géographiques. Quant aux

questions de différends et de coûts, le système ne serait pas bon marché si tous les coûts étaient imputés aux autorités nationales. La question de savoir comment seraient réglés les différends résultant des oppositions était fondamentale, et l'intervenante attendait avec intérêt la poursuite des débats sur ce sujet, qui n'était pas tranché dans la proposition des Communautés européennes.

83. Le représentant du Maroc a dit que la proposition des Communautés européennes pourrait servir de base pour de futurs travaux et indiqué que sa délégation souhaiterait que la portée d'un registre soit étendue à d'autres produits, notamment les denrées alimentaires et les produits artisanaux.

84. La représentante du Mexique a jugé que la proposition constituait une base utile en vue de l'établissement d'un registre multilatéral pour les vins et spiritueux, comme le préconisait l'article 23:4 et conformément au mandat figurant dans le programme de travail du Conseil, approuvé par les Ministres à Singapour en 1996. Selon elle, le système pourrait être conçu de façon à tenir compte des différents modes de protection actuellement en vigueur dans les Membres. La délégation mexicaine envisageait de présenter quelques idées au Conseil à propos d'un système de notification et d'enregistrement, en s'appuyant sur l'expérience du Mexique.

85. Le représentant du Japon a souscrit aux vues des États-Unis et de l'Australie. Selon sa délégation, les questions de renégociation et les caractéristiques du système de protection des indications géographiques figurant dans la proposition des Communautés européennes ne devraient pas imposer une charge excessive au Secrétariat de l'OMC ni aux Membres.

86. Le représentant du Chili a répété la position de sa délégation, à savoir que, comme l'article 23:4 visait exclusivement les vins, le Conseil, dans son rapport de 1996 qui avait été transmis à la Conférence ministérielle de Singapour, avait établi une distinction claire entre les travaux requis au titre de l'article 23:4 pour les vins et d'autres travaux à entreprendre pour les spiritueux, qui ne seraient que préliminaires. Les négociations à mener au titre de l'article 23:4 ne devraient pas inclure les spiritueux. Il ne fallait pas en déduire que le Chili était opposé à l'inclusion d'autres produits dans un système d'enregistrement à établir en vertu de l'article 23:4 mais seulement que cette inclusion devrait résulter du même processus de négociation que celui qui avait conduit à l'inclusion dans l'Accord sur les ADPIC d'une disposition prescrivant des négociations sur un système d'enregistrement des indications géographiques pour les vins.

87. Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation était encore en train d'étudier la proposition des Communautés européennes. Plusieurs idées formulées à l'occasion du débat, par exemple la transparence, la participation volontaire, la nécessité de ne pas imposer d'obligations nouvelles ni de charge supplémentaire aux systèmes nationaux, étaient séduisantes et devraient présider à l'établissement d'un tel système. Quant à la question de la portée, les vues divergentes exprimées par les Membres nécessitaient un examen plus précis de la Déclaration ministérielle de Singapour avant que l'on en arrive à des conclusions sur la portée des travaux dans ce domaine. L'Inde souhaitait vivement que la protection soit étendue à d'autres produits que les vins et spiritueux.

88. Le représentant du Canada a souscrit aux points soulevés par les États-Unis, l'Australie et le Japon. Sa délégation étant encore en train d'étudier les réponses à la liste de questions établie au titre de l'article 24:2, qui étaient aussi importantes pour décider de la prochaine étape à aborder dans le cadre de l'article 23:4.

89. Le représentant du Venezuela a dit que les travaux préliminaires concernant les spiritueux pourraient très bien se dérouler parallèlement aux négociations sur les vins. Sa délégation n'était pas opposée à ce que d'autres produits tels que les produits artisanaux et industriels soient inclus à l'avenir. À propos des caractéristiques du registre, l'intervenant a jugé important de déterminer l'effet de l'enregistrement ou de l'opposition vis-à-vis des tiers et de toute application rétroactive qu'ils

pourraient avoir. Quant aux accords existants ou régionaux, il a estimé que la question nécessitait aussi un examen plus poussé.

90. Le représentant de Cuba a exprimé l'espoir que la portée du registre de notification serait étendue notamment aux produits agricoles.

91. Le représentant de Hong Kong, Chine a souscrit à l'observation faite par le représentant du Chili au sujet de la portée. L'article 23:4 de l'Accord sur les ADPIC visait exclusivement les vins, ce qui signifiait que les vins et les spiritueux devaient être examinés selon deux voies différentes et pas nécessairement en parallèle. Les lignes directrices ou les directives convenues par la Conférence ministérielle ne pouvaient rien y changer. Au sujet des vins, l'article 23:4 imposait l'obligation de créer un système fondé sur des règles, avec des droits et des obligations, tandis que d'éventuels travaux plus poussés sur les spiritueux devaient suivre une voie plus lente. Les propositions faites par certains Membres en vue d'inclure d'autres produits tels que les produits de la pêche, les produits agricoles, les produits artisanaux, les produits industriels et ainsi de suite n'étaient pas compatibles avec les critères proposés selon lesquels le système ne devrait pas être lourd ni contraire aux systèmes nationaux en place. Pour l'intervenant, l'Accord sur les ADPIC ne fournissait aucune espèce de fondement juridique permettant de poursuivre les travaux sur d'autres produits que le vin, et même les travaux sur les spiritueux étaient dépourvus de fondement juridique, que ce soit à l'article 23:4, qui ne visait que le vin, ou à l'article 24:1, qui renvoyait à l'article 23. Aucune disposition de la section 3 de l'Accord sur les ADPIC ne prescrivait des travaux sur d'autres produits que le vin. Hong Kong, Chine, à l'instar des autres pays en développement Membres, était en train de préparer la mise en œuvre de l'Accord pour l'an 2000 et était impatiente d'engager des négociations supplémentaires et de contracter des obligations supplémentaires allant au-delà des prescriptions de l'Accord. Il fallait faire très attention à ne pas modifier le niveau de protection ni les obligations découlant de l'Accord. L'intervenant a appelé l'attention sur les incidences possibles en matière de règlement des différends. Les Communautés européennes avaient souligné le caractère facultatif du système, mais cela était déjà précisé à l'article 23:4 lui-même. Toutefois, cela ne résolvait pas la question de savoir comment un système pourrait s'appliquer aux Membres qui n'y participaient pas. L'intervenant a jugé que le libellé du paragraphe V.1 de la proposition des Communautés européennes n'était pas clair à cet égard.

92. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que sa délégation avait pris note de toutes les questions soulevées et de toutes les suggestions formulées et qu'elle attendait avec intérêt de nouvelles communications et la poursuite des discussions.

93. Le représentant de la Turquie a dit que la proposition des Communautés européennes constituait une bonne base en vue d'établir le registre multilatéral et a répété que sa délégation souhaitait l'élargissement de la portée du registre à d'autres produits que les vins et spiritueux.

94. Le représentant de la Corée a souscrit aux vues exprimées par les États-Unis, Hong Kong, Chine et le Japon. L'article 23:4 ne visait que le vin. En outre, une question fondamentale se posait dans le domaine des indications géographiques au sujet de la nature de la protection, notamment pour savoir quel devait être l'élément essentiel à protéger. La délégation coréenne étudierait la proposition des Communautés européennes et toutes les autres qui seraient éventuellement présentées.

95. Le représentant du Nigéria a jugé assez légaliste l'approche adoptée par Hong Kong, Chine. La délégation nigériane, qui voyait aussi dans la proposition des Communautés européennes un document politique, était d'avis que, si les travaux au titre de l'article 23:4 étaient étendus aux spiritueux, il ne serait pas possible d'exclure d'autres produits tels que les produits agricoles et les produits de la pêche au motif que l'article 23:4 n'offrait pas non plus le fondement juridique nécessaire pour les inclure.

96. Le représentant de l'Inde, commentant aussi les remarques faites par le représentant de Hong Kong, Chine, a dit qu'il serait apparemment nécessaire d'examiner la valeur juridique de la Déclaration ministérielle de Singapour par rapport au texte de l'Accord sur les ADPIC lui-même. Quant à la déclaration de Hong Kong, Chine selon laquelle l'Accord sur les ADPIC ne fournissait pas de fondement juridique permettant d'envisager l'extension de la protection additionnelle accordée pour les indications géographiques à d'autres produits, l'intervenant a cité l'article 24:2, où il était dit que "Le Conseil des ADPIC examinera de façon suivie l'application des dispositions de la présente section ...". Il n'était pas inconcevable que, dans le cadre de l'examen, le Conseil parvienne à une conclusion par consensus.

97. Le représentant du Mexique, se référant en particulier à l'avis exprimé par Hong Kong, Chine, selon lequel l'Accord n'offrait un fondement juridique que pour des travaux sur les indications géographiques relatives aux vins, a déclaré que l'article 24:1 renvoyait à l'article 23 et que le sous-titre de l'article 23 était "Protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux". Il était donc clair que les dispositions de l'article 24:1 s'appliquaient aussi aux spiritueux.

98. Le représentant des Philippines a dit que les Membres avaient le droit de proposer l'inclusion d'autres produits dans le système d'enregistrement à négocier au titre de l'article 23:4. Toutefois, ces propositions ne devaient pas empêcher la progression des négociations qui devaient avoir lieu de bonne foi, au titre de cette disposition, à propos des indications géographiques pour les vins et éventuellement les spiritueux.

99. Le représentant du Brésil a dit que sa délégation était encore en train d'étudier le sujet. Les questions soulevées par le représentant du Venezuela quant à la définition de la protection, à savoir si elle s'appliquait *erga omnes*, et à son éventuelle application rétroactive étaient très importantes et méritaient un examen attentif.

100. Le représentant de Sri Lanka a dit que la section 3 de l'Accord sur les ADPIC commençait par l'article 22, lequel parlait de "produits" et pas simplement de vins et spiritueux. Son application ne devrait donc pas être limitée aux vins et spiritueux.

101. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et revienne sur cette question à sa prochaine réunion. Afin d'organiser le débat de la prochaine réunion, il a proposé que le Président formule des suggestions quant à une approche plus structurée des sujets débattus. Dans ce contexte, on pourrait aussi tenir compte des réponses à la liste de questions au titre de l'article 24:2 que plus de 20 Membres avaient fait parvenir, ainsi que des autres propositions présentées.

102. Le Conseil en est ainsi convenu.

- *Question du Brésil aux Communautés européennes*

103. Le Président a rappelé qu'à la réunion de mai, la délégation brésilienne avait adressé aux Communautés européennes une question relative à la protection des indications géographiques. Il a informé le Conseil que la réponse des Communautés européennes à cette question avait été distribuée sous la cote IP/C/W/114.

I. FACILITATION DES ÉCHANGES

104. Le Président a rappelé que cette question avait été inscrite à l'ordre du jour du Conseil du commerce des marchandises à la suite d'une décision prise à la Conférence ministérielle de Singapour et que le Conseil des ADPIC avait accepté de l'examiner à la suite d'une lettre datée du 1^{er} septembre 1998 qu'il avait reçue du Président du Conseil du commerce des marchandises. Dans cette lettre, le Conseil des ADPIC était invité à examiner cette question, afin de traiter les aspects de

la facilitation des échanges qui, à son avis, étaient liés à l'Accord sur les ADPIC et à remettre ses conclusions en la matière pour le mois de mars 1999. Au cours de l'examen de la facilitation des échanges dans le cadre du Conseil du commerce des marchandises, on avait évoqué les dispositions relatives à la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC à la frontière. Au vu des consultations informelles qu'il avait eues sur cette question, le Président a proposé que le Conseil demande au Secrétariat de rédiger une courte note d'information sur les rapports entre l'Accord sur les ADPIC et la facilitation des échanges. Le Conseil reviendrait sur cette question à sa prochaine réunion, afin de conclure son débat, de façon à pouvoir présenter ses conclusions au Conseil du commerce des marchandises en mars 1999.

105. Le Conseil en est ainsi convenu.

J. COMMERCE ÉLECTRONIQUE

106. Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 25 septembre 1998, le Conseil général avait établi un programme de travail sur le commerce électronique pour les organes compétents de l'OMC, à savoir le Conseil du commerce des services, le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil des ADPIC et le Comité du commerce et du développement. Ce programme prévoyait en outre que l'un quelconque de ces organes pourrait examiner de nouvelles questions sur la demande des Membres. Le Conseil général ferait le point des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme au 31 mars 1999. Les quatre organes en question devraient rendre compte ou fournir des renseignements au Conseil général pour le 30 juillet 1999. Aux termes du programme, les organes concernés devraient, dans le cadre de leurs travaux, tenir compte des travaux menés par d'autres organisations intergouvernementales. Il faudrait aussi examiner les moyens d'obtenir des informations de la part des organisations non gouvernementales concernées. Le paragraphe 4.1 du programme de travail sur le commerce électronique indiquait que le Conseil des ADPIC devrait examiner les questions liées à la propriété intellectuelle qui se posaient dans le contexte du commerce électronique, notamment celles qui concernaient la protection du droit d'auteur et des droits voisins et les moyens de les faire respecter, la protection des marques de fabrique ou de commerce et les moyens de faire respecter les droits y afférents, et les nouvelles technologies et l'accès à la technologie. Le Président avait eu des consultations informelles sur la manière dont le Conseil des ADPIC devrait aborder les questions mentionnées dans ce paragraphe du programme de travail. Toutefois, avant d'en rendre compte, il a invité le représentant de l'OMPI à exposer le programme de travail de l'OMPI relatif au commerce électronique.

107. Le représentant de l'OMPI a remercié l'OMC au nom du Directeur général de l'OMPI pour l'occasion qui lui était donnée d'expliquer ce qu'était le programme de travail de l'OMPI dans le domaine du commerce électronique et de la propriété intellectuelle. Il a dit que ce programme était en pleine évolution car les progrès qui avaient à voir avec le commerce électronique étaient à la fois rapides et radicaux. Pour l'instant, l'OMPI considérait toutefois le commerce électronique comme un phénomène qui touchait ou toucherait tous les aspects de la protection et de l'exploitation de la propriété intellectuelle. Lorsqu'on évaluait les effets du commerce électronique, il fallait, selon l'OMPI, prendre en compte deux phénomènes généraux. Ces phénomènes, quoique étroitement reliés, étaient néanmoins distincts. Le premier était l'avènement du numérique, et le second la mise en place de réseaux numériques mondiaux. Certaines questions découlant de l'avènement du numérique posaient des problèmes distincts de ceux qui découlaient de l'usage et de l'exploitation de la propriété intellectuelle sur les réseaux numériques mondiaux. Ainsi, la question de la reproduction d'œuvres protégées par le droit d'auteur pouvait requérir l'attention dans le contexte des produits ou des œuvres multimédia sur CD-ROM sans que s'y ajoute nécessairement la complication supplémentaire de l'usage ou de l'exploitation des œuvres sur Internet. Les problèmes qui pouvaient exister du fait du numérique se compliquaient évidemment lorsque les œuvres étaient aussi exploitées sur Internet. D'une manière générale, les problèmes de propriété intellectuelle découlant du commerce électronique mondial étaient de deux ordres: les *moyens de faire respecter* les droits de propriété intellectuelle, et

la *juridiction*. Tous deux résultaient de la facilité avec laquelle on pouvait copier des œuvres protégées et les diffuser sur un réseau numérique mondial. Ils découlaient également de l'impact d'un médium mondial sans frontières sur un système de propriété intellectuelle à base territoriale. Dans l'approche mise au point par le Directeur général de l'OMPI pour étudier ces deux problèmes, on considérait qu'il n'y avait pas de solution facile ni complète. Il fallait au contraire s'attaquer aux deux problèmes du respect des droits et de la juridiction au moyen d'une multiplicité de projets. Il y avait actuellement à l'OMPI un certain nombre de projets de ce type en cours. Dans le cadre du premier, qui concernait les noms par domaine sur Internet, l'OMPI, avec l'approbation de ses États membres, était en train d'élaborer au niveau international des recommandations sur certaines questions relatives à la protection de la propriété intellectuelle dans le système des noms par domaine. Ces questions étaient les suivantes: i) meilleures pratiques pour l'enregistrement des noms par domaine, afin d'atténuer les conflits entre ces noms et les marques de fabrique ou de commerce; ii) procédures uniformes de règlement des différends; iii) mécanisme de protection des marques célèbres et notoirement connues; et iv) évaluation de l'incidence de l'ajout de nouveaux domaines génériques de haut niveau sur les droits de propriété intellectuelle. Le rapport intérimaire de l'OMPI sur ce processus serait publié pour la fin de 1998, et le rapport final à la fin de mars 1999. Les recommandations figurant dans le rapport final seraient présentées à la nouvelle société qui avait été créée pour gérer le système des noms par domaine et notifiées aux États membres de l'OMPI. Un deuxième domaine de projets portait sur le droit d'auteur. Là, on avait mis l'accent sur la mise en œuvre des deux nouveaux traités conclus en décembre 1996, le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes. Deux actions étaient également menées en parallèle pour étendre les principes établis par ces deux traités à d'autres catégories, à savoir les œuvres audiovisuelles, pour lesquelles les discussions étaient bien avancées, et les droits des organismes de radiodiffusion, où elles venaient seulement d'être engagées. Dans le même domaine général, on examinait aussi la possibilité d'un traité sur la protection des bases de données non susceptibles d'être protégées par le droit d'auteur. Ce projet était en discussion depuis quelques années, mais les progrès au niveau multilatéral étaient lents car il fallait d'abord résoudre certaines questions qui se posaient au niveau national dans divers pays. Dans le domaine des marques de fabrique ou de commerce, l'utilisation de marques sur Internet était en cours d'examen au Comité permanent des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques de l'OMPI. En ce qui concernait les brevets, une question très précise était à l'étude, à savoir l'effet que la publication sur Internet pourrait avoir sur le critère de brevetabilité que constituait la nouveauté. Enfin, il y avait une série de projets visant à exploiter les outils mis au point pour le commerce électronique dans la prestation des services liés à la propriété intellectuelle. L'OMPI jugeait plus exact de parler, à propos de ces projets, d'*administration électronique* plutôt que de *commerce électronique*, car elle estimait que le dépôt en ligne d'une demande de brevet ou de marque ou la disponibilité en ligne de bases de données sur les brevets, s'ils constituaient des activités électroniques, relevaient plus de l'administration des services liés à la propriété intellectuelle que du commerce. Il se trouvait cependant qu'un certain nombre de questions et d'outils apparus dans le contexte du commerce électronique, tels que le cryptage et les signatures numériques, avaient effectivement une application directe dans le domaine de la prestation électronique des services de propriété intellectuelle. L'OMPI étudiait ces questions et ces outils dans le contexte des services qu'elle rendait au titre des systèmes mondiaux de protection qu'elle administrait (Traité de coopération en matière de brevets et système de Madrid pour l'enregistrement international des marques) ainsi que dans le contexte des services équivalents fournis par les offices nationaux de la propriété industrielle.

108. Le Président a remercié le représentant de l'OMPI pour ces renseignements utiles. Au sujet des consultations informelles qu'il avait eues, il a dit que le débat avait porté sur trois questions principales: premièrement, le type de renseignement que le Conseil pourrait souhaiter obtenir comme base de ses travaux; deuxièmement, l'orientation particulière qu'il devrait donner à ses travaux, compte tenu des questions qui étaient déjà étudiées dans d'autres instances; et troisièmement, au plan de la procédure, la manière dont il devrait poursuivre ses travaux sur cette question. Au vu de ses consultations, il a proposé que le Conseil procède comme suit:

Le Secrétariat serait invité à rédiger une note d'information factuelle traitant des dispositions de l'Accord sur les ADPIC en rapport avec le paragraphe 4.1 du programme de travail sur le commerce électronique. Cette note devrait également contenir des renseignements sur les activités pertinentes de l'OMPI et d'autres organisations intergouvernementales.

Le Conseil reviendrait sur cette question à sa prochaine réunion, au cours de laquelle il devrait établir son rapport d'avancement au Conseil général. Avant cela, le Président tiendrait de nouvelles consultations informelles. Les Membres auraient la faculté de présenter des contributions nationales à tout moment et y étaient instamment invités.

109. Le Conseil a pris note de la déclaration et est convenu de procéder comme le suggérait le Président.

K. EXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 B)

110. Le Président a rappelé qu'à sa réunion précédente, le Conseil était convenu d'examiner à la présente réunion la façon de procéder au réexamen de l'article 27:3 b) qu'il était tenu d'entreprendre en 1999 et d'avoir à l'avance des consultations informelles sur ce sujet. Rendant compte de ces consultations, il a dit qu'elles avaient porté sur deux sujets principaux: la question de savoir si ce processus de réexamen devrait être engagé selon les mêmes modalités que celles adoptées par le Conseil pour les autres éléments du programme incorporé, c'est-à-dire au moyen d'une collecte de renseignements, et si cette façon de procéder serait acceptable, et la question de savoir si le Conseil devrait rédiger une forme ou une autre de questionnaire ou si l'article 27:3 b) était déjà assez clair sur le type de renseignements nécessaire.

111. Au vu des consultations informelles qu'il avait eues, le Président a proposé que le Conseil engage le processus de réexamen de la manière suivante:

Premièrement, les Membres qui avaient déjà l'obligation d'appliquer l'article 27:3 b) seraient invités à donner des renseignements sur la manière dont les questions visées dans cette disposition étaient actuellement traitées dans leur législation nationale. Les autres Membres seraient invités à fournir ces renseignements au mieux de leurs possibilités. La date limite pour la communication des renseignements serait le 1^{er} février 1999.

Deuxièmement, alors qu'il appartiendrait à chaque Membre de fournir les renseignements qu'il jugerait utiles, compte tenu des dispositions spécifiques de l'article 27:3 b), le Secrétariat serait invité à présenter une liste exemplative de questions pertinentes afin d'aider les Membres à préparer leurs contributions.

Troisièmement, le Secrétariat serait invité à prendre contact avec la FAO, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'UPOV afin de leur demander des renseignements factuels sur leurs activités dans ce domaine.

Il serait entendu que cette collecte de renseignements constituerait une première étape dans le processus de réexamen et serait sans préjudice de la nature du réexamen à effectuer. Une fois que ces renseignements auraient été reçus, le Conseil pourrait revenir sur la question de savoir si d'autres renseignements devraient être demandés au Secrétariat.

112. Le représentant de l'Inde a regretté de ne pas avoir d'instructions lui permettant d'accepter la proposition du Président à la réunion en cours. Normalement, il aurait demandé au Président de tenir de nouvelles consultations informelles et de revenir sur cette question ultérieurement, mais il se rendait compte que cela compliquerait inutilement les choses. Il a donc demandé davantage de temps pour que sa délégation puisse examiner la proposition du Président.

113. La représentante du Mexique a dit que sa délégation avait quelques suggestions à faire au sujet de la liste exemplative que le Secrétariat devrait présenter au sujet du réexamen de l'article 27:3 b). La délégation mexicaine présenterait une note informelle sur certains points qu'elle souhaiterait voir figurer sur la liste.⁵

114. Le représentant de la Malaisie, s'exprimant au nom du groupe des pays membres de l'ANASE, a demandé au Président de modifier le troisième point de sa proposition en remplaçant le terme de "renseignements" par celui de "contributions" pour indiquer clairement que le Secrétariat pourrait obtenir des renseignements sur les incidences de l'article 27:3 b) de la part des autres organisations intergouvernementales mentionnées. Les pays de l'ANASE pourraient accepter la collecte de renseignements proposée, qui pourrait se limiter, au début, à un échange de renseignements sur la manière dont les Membres appliquaient les dispositions en question, mais qui devrait être suivie d'un réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) elles-mêmes. Le but de ce réexamen était de voir si ces dispositions pouvaient être conservées telles quelles ou s'il fallait les modifier, que ce soit en élargissant les exceptions ou en les supprimant. Il était donc important d'avoir des renseignements sur les incidences des dispositions de l'article 27:3 b) quant à, par exemple, la diversité biologique, de la part d'entités telles que la FAO, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et l'UPOV.

115. Le représentant du Maroc a dit qu'il ne voyait pas d'objection à la procédure de travail proposée, tout en estimant que le texte devrait faire état du fait qu'un certain nombre de délégations avaient souligné qu'il ne s'agissait pas d'un examen de la mise en œuvre de l'article 27:3 b) mais d'un réexamen de la disposition elle-même. Sans vouloir préjuger l'issue de ce réexamen, il se demandait quel serait le statut juridique de l'article 27:3 b) s'il n'y avait pas de consensus durant le réexamen.

116. Le représentant de l'Inde a proposé que le dernier paragraphe du texte proposé mentionne expressément la nature du réexamen prévu à l'article 27:3 b).

117. Le Président a proposé que le dernier paragraphe du texte proposé soit remplacé par le texte suivant:

Il serait entendu que cette collecte de renseignements serait sans préjudice de la nature du réexamen prévu à l'article 27:3 b). Une fois que ces renseignements auraient été reçus, le Conseil reviendrait sur la question de savoir si d'autres renseignements devraient être demandés au Secrétariat.

118. Le Conseil a pris note des déclarations et est convenu de procéder comme le suggérait le Président, sous condition d'une réserve provisoire de l'Inde, qui a été levée le 11 décembre 1998.

L. ARTICLE 64:3

119. Le Président a rappelé qu'au titre de cette disposition, le Conseil était tenu d'examiner la portée et les modalités pour les plaintes du type de celles qui étaient prévues aux alinéas 1 b) et 1 c) de l'article XXIII du GATT de 1994 (dites différends "en situation de non-violation") formulées au titre de l'Accord sur les ADPIC. À la réunion précédente, le Conseil avait demandé au Secrétariat d'établir une note d'information sur l'expérience en matière de différends relatifs à l'Accord sur les ADPIC, en mentionnant les plaintes en situation de non-violation, l'historique de la négociation des paragraphes 2 et 3 de l'article 64, les cas de plaintes en situation de non-violation dans le cadre du GATT/de l'OMC et tous les renseignements disponibles sur le recours à la notion de non-violation en matière de différends concernant la propriété intellectuelle dans d'autres instances. Le Secrétariat n'avait malheureusement pas pu achever ce travail à temps pour la réunion en cours, mais le document en question serait disponible pour la prochaine réunion du Conseil.

⁵ Distribuée comme document informel n° 6954 du 8 décembre 1998.

120. La représentante de la Corée a dit qu'en attendant la note d'information du Secrétariat, sa délégation souhaitait faire part de ses premières vues sur la question. L'Accord sur les ADPIC prévoyait des normes minimales de protection des droits de propriété intellectuelle qui revêtaient un caractère prohibitif, privé et contractuel, et les Membres étaient libres de déterminer la méthode appropriée pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord dans le cadre de leurs propres systèmes et pratiques juridiques. De ce fait, il serait peut-être difficile de déterminer si ces droits étaient annulés ou compromis par une mesure gouvernementale. Comme leur respect devait être assuré par le biais de la législation intérieure après incorporation des dispositions de l'Accord relatives aux moyens de faire respecter les droits, leur détenteur pourrait avoir recours aux tribunaux nationaux à propos des avantages découlant de la protection à assurer au titre de l'Accord, s'il estimait que ceux-ci avaient été annulés ou compromis par une mesure gouvernementale ou si une telle mesure était incompatible avec les lois et réglementations intérieures qui transposaient l'Accord sur les ADPIC. En outre, le gouvernement du pays Membre dont le détenteur était un ressortissant pourrait avoir recours à l'ORD dans toute situation de violation où la législation intérieure n'assurait pas la protection requise. Selon la délégation coréenne, ouvrir la voie à des plaintes en situation de non-violation au titre de l'Accord sur les ADPIC risquait d'être contraire ou de nuire à l'esprit de l'Accord tant qu'il représentait un accord standard minimum, ainsi qu'en disposait son article premier. La délégation coréenne estimait donc, à titre préliminaire, qu'il ne serait pas nécessaire de traiter des situations de non-violation dans le domaine des ADPIC. En outre, l'intervenante a rappelé l'opinion exprimée à la réunion informelle du Conseil général la semaine précédente, à savoir que, durant la période du moratoire prévu à l'article 64:2, les pays en développement bénéficieraient toujours d'une période de transition et qu'il leur était difficile d'évaluer les avantages ou les inconvénients que pourrait leur apporter la possibilité de plaintes en situation de non-violation d'ici à la fin de la période de transition. Comme les Membres n'avaient qu'une expérience limitée de ce type de plainte dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle, il n'était pas raisonnable de se contenter de laisser le moratoire expirer à la fin de la période de transition. Les Membres devraient faire montre d'une extrême prudence lorsqu'ils s'engageaient à l'égard d'une règle obligatoire sans avoir une idée claire de la façon dont cette règle s'appliquerait.

121. Le représentant du Canada a dit que sa délégation était préoccupée depuis longtemps par la possibilité d'un recours en situation de non-violation dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Ces préoccupations ne s'étaient pas atténuées depuis l'entrée en vigueur de l'Accord. La délégation canadienne estimait qu'elles étaient partagées par beaucoup et qu'il y avait un certain nombre de questions à identifier et à examiner attentivement lorsque les Membres se penchaient sur l'application potentielle d'un tel recours dans le domaine des ADPIC. La délégation canadienne comptait à cet égard distribuer un document avant la prochaine réunion sur ce sujet.

122. Le représentant de l'Inde s'est associé aux déclarations du Canada et de la Corée.

123. Le représentant du Japon a souligné l'importance attachée par sa délégation à l'examen de la portée et des modalités d'application du recours en situation de non-violation dans le domaine des ADPIC.

124. Le représentant des États-Unis a tenu à dire clairement que sa délégation était fermement d'avis que la notion de l'avantage annulé ou compromis sans qu'il y ait violation de l'accord était un élément important du système de règlement des différends de l'OMC et devrait s'appliquer dans le domaine des ADPIC comme elle s'appliquait dans les autres domaines qui relevaient de l'OMC. La délégation des États-Unis attendait avec intérêt le débat sur la portée et les modalités de ces différends, tout en estimant que l'article 26 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends était suffisamment clair pour indiquer la voie à suivre dans tout différend de ce type. Elle considérait toutefois qu'il faudrait laisser le moratoire prévu à l'article 64:2 de l'Accord sur les ADPIC expirer le 1^{er} janvier 2000. Les États-Unis s'opposaient à tout affaiblissement des droits des Membres dans le cadre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

125. Le représentant des Philippines, s'exprimant au nom du groupe des pays membres de l'ANASE, a dit qu'en attendant la contribution du Secrétariat, sa délégation n'était pas en mesure d'exposer la position de l'ANASE sur la question mais qu'elle attendait avec intérêt le débat sur les différents points de vue.

126. Le Président a proposé que le Conseil prenne note des déclarations et revienne sur cette question à sa prochaine réunion.

127. Le Conseil en est ainsi convenu.

M. RENSEIGNEMENTS SUR LES FAITS NOUVEAUX INTÉRESSANTS SURVENUS À L'OMC

i) Règlement des différends

128. Le Président a informé le Conseil que le rapport du Groupe spécial établi pour enquêter sur la plainte des Communautés européennes et de leurs États membres à propos de la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture en Inde avait été distribué aux Membres de l'OMC le 24 août 1998 (document WT/DS79/R) et adopté par l'ORD à sa réunion du 22 septembre 1998.

129. À propos du différend IP/D/11 (WT/DS114), le Président a informé le Conseil que, le 11 novembre 1998, les Communautés européennes et leurs États membres avaient demandé l'établissement d'un groupe spécial dans leur différend avec le Canada au sujet de la protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques au Canada (document WT/DS114/5).

130. Le représentant du Canada a dit que sa délégation était déçue que les Communautés européennes aient décidé de demander l'établissement d'un groupe spécial pour contester certains aspects des lois et réglementations canadiennes en matière de brevet. Elle estimait que cette contestation visait non seulement le modèle canadien de protection conférée par un brevet, mais aussi le modèle utilisé par bon nombre d'autres Membres. Il s'agissait d'une question vitale pour le Canada, qui avait des incidences sur de nombreux autres Membres. Cette demande d'établissement d'un groupe spécial remettait en cause les objectifs énoncés dans l'Accord sur les ADPIC, à savoir ménager un équilibre entre un climat compétitif d'investissement et de recherche-développement et la protection sociale. En se focalisant sur le secteur pharmaceutique, les Communautés européennes contestaient des mesures essentielles que de nombreux gouvernements avaient mises en place pour ménager un équilibre entre les intérêts des innovateurs et ceux des pouvoirs publics, qui étaient d'assurer l'accès aux médicaments à un prix abordable. L'intervenant a souligné que le Canada était favorable à une protection efficace des droits de propriété intellectuelle: il avait contribué, avec les Communautés européennes et d'autres, à la négociation de l'Accord sur les ADPIC, qui contenait à la fois des normes fondamentales minimales relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle et des moyens efficaces de faire respecter ces droits. Mais il disposait aussi qu'il fallait un équilibre entre l'application de ces droits et d'autres intérêts importants de la société. En contestant la législation canadienne, les Communautés européennes avaient apparemment pris la position non pas de tenir compte de cet équilibre mais de rechercher une forme absolutiste de protection. Une telle position n'était pas étayée par l'Accord sur les ADPIC. L'équilibre entre les droits des producteurs et des utilisateurs de technologies était expressément envisagé dans diverses dispositions de cet accord. On y admettait que les Membres pourraient prendre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et faire valoir d'autres intérêts généraux. L'un des moyens de le faire était de recourir à des exceptions limitées. L'Accord sur les ADPIC autorisait des exceptions limitées aux droits conférés par un brevet, non pas au sens étroit traditionnel des exceptions aux autres droits de propriété intellectuelle mais au sens général des garanties contre une protection excessive, destinées à protéger des objectifs de politique gouvernementale. Les Communautés européennes semblaient oublier que ces dispositions faisaient aussi partie de l'Accord sur les ADPIC et qu'elles lui donnaient vie. C'est

pourquoi le Canada ne pouvait souscrire à l'établissement d'un groupe spécial, et il espérait que les Communautés européennes reconsidéreraient leur demande compte tenu de l'effet qu'elle aurait sur les lois nationales en matière de brevets et sur le système commercial international. Ce n'était pas le genre de question pour lequel il fallait tenter une action mais, si on le faisait, il serait important que tous les Membres y participent car cela aurait une grande incidence sur eux. Le Canada ne manquerait pas de défendre vigoureusement sa législation en matière de brevets car elle était entièrement compatible avec les dispositions que tous les Membres avaient négociées sous la forme de l'Accord sur les ADPIC.

131. Le représentant des Communautés européennes a dit que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par sa délégation dans le différend IP/D/11 (WT/DS114) concernait l'application par le Canada des articles 27, 28 et 33 de l'Accord sur les ADPIC à propos des inventions pharmaceutiques. En vertu de la législation canadienne sur les brevets, une personne autre que le titulaire du brevet pouvait, sans le consentement du titulaire, utiliser une invention brevetée pour i) procéder aux expériences et essais nécessaires pour obtenir une approbation de commercialisation de la copie d'un médicament breveté avant l'expiration du brevet y relatif, et ii) fabriquer et stocker des médicaments brevetés pendant six mois au maximum avant l'expiration du brevet pour les vendre après celle-ci. L'Accord sur les ADPIC imposait aux Membres de faire en sorte que le titulaire d'un brevet jouisse d'un droit d'exclusivité pendant une période de 20 ans à compter de la date du dépôt de la demande de brevet, afin d'empêcher que des tiers fabriquent ou utilisent l'invention brevetée durant cette période. La délégation des Communautés européennes avait demandé l'ouverture de consultations après avoir étudié attentivement la législation canadienne, ce qu'elle avait commencé à faire peu après que le Canada avait été invité à mettre en œuvre les dispositions correspondantes de l'Accord sur les ADPIC. Le processus de réexamen avait été extrêmement utile à cet égard, et la délégation des Communautés européennes avait d'ailleurs acquis la conviction, à l'issue des discussions au Conseil, que la législation canadienne violait l'Accord sur les ADPIC. Elle jugeait qu'il s'agissait d'une affaire importante, et il était évident que les Communautés européennes et leurs États membres ne contestaient pas le résultat équilibré des négociations du Cycle d'Uruguay. Il s'agissait de faire en sorte que, dans ce domaine particulier, le Canada, comme tout autre Membre, respecte ses obligations.

132. Le représentant du Pakistan a dit que sa délégation avait un intérêt dans cette question, qui avait selon elle de vastes incidences. Elle suivrait de près l'évolution de la situation et souhaitait simplement dire pour l'instant qu'elle jugerait désolant que l'équilibre des intérêts entre les détenteurs de droits et les consommateurs soit perturbé dans un sens non souhaité.

133. Le représentant du Venezuela a cité un proverbe africain selon lequel "quand les éléphants se battent, l'herbe ne pousse pas". Sa délégation voyait d'un œil favorable l'exception établie par le Canada. Pour elle, il était entendu que les produits stockés couverts par un brevet au Canada n'étaient pas mis sur le marché avant l'expiration du brevet.

134. Le représentant des Communautés européennes, se référant au différend IP/D/10 (WT/DS86), a dit que sa délégation était sur le point de conclure un accord avec les États-Unis dans le cadre de la demande d'ouverture de consultations présentée par les États-Unis au sujet des mesures affectant les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle en Suède. Les parties étaient très proches d'une solution mutuellement convenue car la Suède avait adopté depuis peu une nouvelle loi qui habilitait les autorités judiciaires à ordonner l'application de mesures provisoires lors des procédures civiles concernant des droits de propriété intellectuelle. L'intervenant a dit espérer que les parties seraient bientôt en mesure de mettre fin à la procédure de consultation.

135. Le représentant des États-Unis a remercié le gouvernement suédois des mesures qu'il avait prises afin de régler ce différend. Outre les observations faites par le représentant des Communautés européennes, il était entendu, pour la délégation des États-Unis, qu'en vertu de la nouvelle législation

suédoise, s'il y avait des raisons de croire qu'une personne avait pris ou envisageait de prendre une initiative pour porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle, les tribunaux pouvaient ordonner qu'une perquisition soit effectuée pour saisir des pièces frauduleuses, des documents ou d'autres éléments de preuve pertinents, que l'ordre de perquisition pouvait être donné sans que l'autre partie en soit avertie à l'avance s'il y avait un risque que des pièces ou documents soient soustraits aux recherches, détruits ou falsifiés, et que cette législation entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 1999. L'intervenant a souligné l'importance de ce fait pour tous les Membres.

136. Le représentant du Canada a informé le Conseil que sa délégation avait demandé peu avant l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 64 de l'Accord sur les ADPIC, qui renvoyait à l'article XXII du GATT de 1994. Cette demande concernait la protection des inventions dans le domaine des produits pharmaceutiques et des produits chimiques pour l'agriculture que les Communautés européennes accordaient en relation avec leurs obligations au titre de l'Accord sur les ADPIC. Selon le Canada, le système de prolongation des brevets des Communautés européennes était incompatible avec l'obligation qui leur incombait de ne pas opérer de discrimination sur la base du domaine technologique, comme le prévoyait l'article 27:1 de l'Accord sur les ADPIC, car le système de prolongation des brevets ne s'appliquait qu'aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture.

137. Le Conseil a pris note des déclarations.

ii) Accession

138. Le Président a informé le Conseil que, depuis la réunion précédente, les négociations en matière d'accession menées avec les gouvernements de deux pays, la République kirghize et la Lettonie, s'étaient achevées et que leur résultat était soumis à ratification. Les protocoles d'accession de ces deux pays contenaient, à propos de l'Accord sur les ADPIC, un engagement selon lequel les pays en question ne se prévaudraient pas de la période de transition prévue par l'Accord. Entre-temps, la République kirghize avait déposé son instrument de ratification, et elle est devenue Membre de l'OMC le 20 décembre 1998.

N. PROJET DE RAPPORT ANNUEL

139. Le Président a informé le Conseil que le projet de rapport annuel du Conseil avait été distribué sous la cote IP/C/W/119. Comme la période considérée incluait aussi la réunion en cours, il a proposé des ajouts tenant compte des discussions qui avaient eu lieu durant la réunion en cours, lesquels figuraient dans le document IP/C/W/119/Rev.1 mis à la disposition du Conseil.

140. Le Conseil a adopté le rapport avec les modifications apportées compte tenu des propositions faites par le Président et un certain nombre de délégations, reprises dans le document IP/C/15.

O. AUTRES QUESTIONS

i) Calendrier des réunions en 1999

141. Le Président a proposé que le Conseil tienne sa prochaine réunion les 16 et 17 février 1999. Quant aux autres dates que le Secrétariat avait arrêtées à titre provisoire pour 1999, à savoir les 27 et

28 avril⁶, 7 et 8 juillet, 15 et 16 septembre et 23 et 24 novembre, il a proposé, conformément aux observations formulées, que le Conseil réexamine son calendrier d'automne à sa réunion de juillet.

ii) Question posée par Cuba aux États-Unis

142. Le représentant de Cuba a adressé aux États-Unis une question relative à l'article 211 de la Loi générale portant ouverture de crédits globaux et de crédits d'urgence supplémentaires.⁷

143. Le Conseil a pris note de la déclaration faite par la délégation cubaine.

⁶ Après la réunion, les dates provisoires de la réunion d'avril ont été modifiées et fixées provisoirement aux 21 et 22 avril.

⁷ Le texte de cette question figure dans le document IP/C/W/120/Rev.1.